

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22056 - 81ÈME ANNÉE

Recomposition de l'actionnariat de Tereos Océan Indien

Les planteurs doivent être informés et plus seulement subir une stratégie responsable de la crise de la filière canne-sucre-alcools-énergie

La reconstitution de l'actionnariat de Tereos Océan Indien relance le débat sur la gouvernance de la filière canne. Pour la CGPER, ce changement ne peut se faire sans les planteurs, exclus depuis les accords de 1969 des profits et des décisions stratégiques. Cette crise révèle l'échec d'un système dominé par l'industriel. Mais elle peut aussi ouvrir une opportunité : permettre aux planteurs d'entrer au capital de Tereos Océan Indien et de peser enfin sur l'avenir de la filière.

La restructuration de l'actionnariat de Tereos Océan Indien intervient dans un contexte de crise profonde de la filière canne à La Réunion, causé par une organisation héritée des accords de 1969 signés par Jean-Paul Virapoullé. Depuis cette date, les planteurs sont cantonnés au rôle de fournisseurs de matière première, tandis que les industriels captent l'essentiel des profits issus de la transformation de la canne — sucre, énergie, mélasse et autres co-produits. Ce modèle a installé un déséquilibre durable dans la gouvernance de la filière. Soutenu par l'État, l'industriel détient seul les outils de transformation et exerce de fait la direction politique et économique du secteur. C'est lui qui oriente la stratégie, décide des investissements et impose des choix agronomiques, notamment les variétés de cannes privilégiées, souvent en fonction de leur rentabilité industrielle plus que du revenu des producteurs.

Rompre avec un système responsable de la crise

Cette logique est au cœur de l'affaiblissement actuel de la filière. En comprimant les revenus des planteurs, elle a favorisé la baisse des surfaces cultivées,

entraînant un recul de la production qui alimente à son tour une spirale négative : moins de cannes, moins de revenus, moins d'investissements et une fragilisation croissante de l'ensemble du modèle.

C'est dans ce contexte que le désengagement partiel de la coopérative française Tereos de La Réunion prend une portée stratégique. Confronté à une baisse de ses profits, la coopérative française de planteurs de betteraves poursuit depuis 2021 une politique de recentrage par cession d'actifs. Le 26 mars, il annonçait ainsi la reconstitution du capital de Sucrères des Mascareignes Ltd (SML), société mauricienne dont il détenait 40 %, désormais reprise intégralement par Miwa Sugar Ltd. Cette annonce suit celle du projet de cession de son usine brésilienne d'Andrade, illustrant une stratégie plus large de rationalisation.

À La Réunion, cette évolution suscite une vive réaction. « On découvre dans la presse qu'un changement d'actionnaire se prépare autour de Tereos... sans aucune concertation avec les planteurs. C'est inacceptable », dénonce la CGPER. Pour le syndicat, si la reconstitution de l'actionnariat du seul acheteur de cannes de l'île se fait sans information ni participation des producteurs, ceux-ci resteront exclus des choix stratégiques et continueront d'en subir les conséquences.

Une occasion pour les planteurs de prendre le pouvoir

Mais cette séquence peut aussi ouvrir une opportunité historique. Le changement d'actionnariat pourrait permettre aux planteurs de prendre enfin part au pouvoir décisionnel, voire d'entrer au capital de Tereos Océan Indien pour peser sur la stratégie

de la filière. Ce serait une rupture majeure avec un demi-siècle d'exclusion.

« Les planteurs doivent être autour de la table, pas sur le menu », résume le syndicat, qui appelle à remettre à plat la répartition de la valeur, la gouvernance et la place des producteurs. Derrière la crise actuelle, c'est bien la question du contrôle politique

et économique de la filière canne qui est posée.

M.M.

La CGPER propose une rencontre au président de Tereos

CGPER : « Nous souhaitons, nous aussi, être pleinement associés à la réussite de notre outil industriel », Tereos Océan Indien

Suite à l'annonce de la recherche de nouveaux actionnaires pour Tereos Océan Indien, filiale de la coopérative Tereos, propriétaire de deux usines de transformation de la canne à sucre et seul client des cannières réunionnaises, sans que les planteurs aient été préalablement informés, Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, a écrit le 23 avril à Gérard Clay, président de Tereos, pour lui proposer une rencontre. Les planteurs ont en effet besoin d'informations sur Tereos Océan Indien, situation financière, valeur de l'action, afin d'« être pleinement associés à la réussite de notre outil industriel ». Voici le contenu de ce courrier dont copies ont été adressées au préfet de La Réunion et à la ministre de l'Agriculture.

« Objet : inquiétude majeure et demande de rencontre urgente concernant l'avenir de Tereos Océan Indien

Monsieur le Président, Cher collègue

C'est en ma qualité de Président de la Confédération Générale des Planteurs et Éleveurs de la Réunion (CGPER), mais surtout en tant qu'agriculteur s'adressant à un autre agriculteur, que je vous écris aujourd'hui.

Nous suivons avec une attention particulière votre parcours. Le fait qu'un agriculteur soit à la tête d'un géant comme Tereos France est pour nous un signal fort de la capacité du monde agricole à diriger son

destin. C'est précisément pour cette raison que les récentes informations concernant une possible cession d'actions de Tereos Océan Indien nous ont plongés dans une profonde stupeur.

Nous sommes des agriculteurs, au même titre que vous. Nous partageons la même terre, le même labeur et la même exigence de pérennité. En tant que coopérateurs, nous sommes extrêmement surpris que Tereos France semble envisager une ouverture de capital sans que les premiers concernés, les planteurs réunionnais, ne soient au cœur de la stratégie. Nous souhaitons, nous aussi, être pleinement associés à la réussite de notre outil industriel et pouvoir « remplir cette réussite » ensemble.

La situation est d'une telle gravité pour nos exploitations que nous sollicitons une rencontre urgente avec vous. Pour ce faire, nous sommes prêts à nous rendre sans délai, dans vos locaux en Hexagone, afin d'échanger directement de vive voix. Nous sommes convaincus que seul un dialogue entre agriculteurs permettra de lever les inquiétudes et de construire un avenir solide pour la filière réunionnaise.

Dans l'attente de votre réponse pour fixer les modalités de cette rencontre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations confraternelles. »

Quelques mois après la signature avec la France d'une déclaration d'intention pour moderniser le port

Relance de la SECREN à Antsiranana : visite d'une délégation de la Russie et de deux ministres

La visite d'une délégation russe à la SECREN relance la perspective d'un redémarrage du chantier naval d'Antsiranana, dans un contexte marqué par le projet franco-malgache de développement du port et de l'économie bleue. Entre ambitions industrielles, attractivité économique et enjeux géopolitiques dans l'océan Indien, Madagascar cherche à diversifier ses partenariats tout en affirmant sa souveraineté et le rôle stratégique du Grand Nord.

La relance de la SECREN, à Antsiranana, s'inscrit dans un contexte plus large de repositionnement stratégique du nord de Madagascar. À l'occasion d'une visite officielle dans la région DIANA, une délégation gouvernementale conduite par la ministre des Affaires étrangères, Alice N'Diaye, et le ministre de l'Industrialisation s'est rendue sur le site de cette entreprise historique, en présence d'une délégation russe menée par Alexeï Buriak.

Cette visite témoigne d'un regain d'intérêt pour la Société d'Études, de Construction et de Réparation Navale, ancien arsenal de la base navale française où travailla le syndicaliste réunionnais Francis Sautron, ancien maire de Diego. La SECREN fut longtemps fleuron industriel malgache, ce qui orienta la création d'une École supérieure polytechnique spécialisée dans l'ingénierie navale. Au-delà d'un simple état des lieux, il s'agissait d'explorer les conditions d'une relance et d'ouvrir des discussions autour de partenariats industriels et technologiques. La présence russe confère à cette démarche une portée géoéconomique particulière.

La France veut s'impliquer dans la modernisation du port

Cette initiative fait écho à une autre séquence majeure intervenue en mars dernier, avec la signature, en présence

du président Michaël Randrianirina et du président français Emmanuel Macron, d'une déclaration d'intention sur l'émergence d'un écosystème de l'économie bleue et le renforcement des capacités portuaires d'Antsiranana. Ce projet vise à moderniser et étendre le port civil afin de faire du Grand Nord un pôle logistique et maritime de premier plan.

Infrastructures rénovées, développement des services portuaires, valorisation des ressources marines et pêche durable composent cette ambition. Dans cette perspective, la relance de la SECREN apparaît comme un maillon complémentaire, articulé à la montée en puissance du port et à la volonté de faire d'Antsiranana un hub stratégique de l'océan Indien.

Le monde a changé

Mais ce repositionnement revêt aussi une dimension géopolitique. L'extension des capacités portuaires pourrait faciliter l'accueil de bâtiments militaires français, dans un contexte marqué par les rivalités d'influence dans la région. La France cherche à renforcer sa présence dans l'océan Indien, tandis que Madagascar entend diversifier ses partenariats sans renoncer à sa souveraineté. C'est dans ce jeu que s'inscrit également l'intérêt manifesté par la Russie pour la SECREN.

La renaissance de la SECREN dépasse ainsi le seul enjeu industriel. Elle s'insère dans une stratégie plus vaste mêlant économie bleue, ambitions portuaires et nouveaux rapports de puissance dans l'océan Indien.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

« I ral pa moush avèk vinèg » : In kozman pou la rout

Mézami néna in kozman mi apréssyé é dopi lontan sé sète mwin la mark an-o la pou nou anparl zordi. : « i ral pa moush avèk vinèg »-i atir pa moush avèk vinèg.

Mi panss sé in vérité pars shak foi la sézon moush i ariv, in pé partou dann tout kaz i pshitt in pé vinèg pou faroush bann moush ; lé pa éfikass san pour san, mé kant mèm in pti pé.

Astèr nou lé pa la pou anparl moush ni vinèg, nou lé la pou diskite in pé bann rolassion dan la sossyéte.. Mi koné d'moune-kamarad dizon — kan i done azot in rol pou atir demoune, sé lo kontrèr zot i fé, zot i faroush lo moune. Poitan lé sinp konm bonjour : ni koné kréol lé sisséptime, donk si wi vé li suiv aou i fo pa fèr vilin manyèr avèk li.

Normal pars si wi fé vilin manyèr, an dë tan-troi mouvman wi rotrouvv aou tousèl é tousèl, sirésèrtin, wi gingn ar pa fèr rien.

Alor, si nou lé dann in tan pou rokonstityé nout parti, i vo myé ni médite dsi kozman mwin la mark an-o la : siro i atir moush pa vinèg. Si wi vé atir demoune i fo zot i panss zot lé indispensab ; zot lé rosherché.

Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni artrouv pli dvan sipétadyé.

Justin